



## Union SNUI – SUD Trésor Solidaires

*Communiqué de presse*

*Jeudi 23 septembre 2010*

# **Plus de 40 % de grévistes aux « Finances publiques »... et des chiffres « officiels » très discutables !**

Avec 40 % d'agents des Impôts et du Trésor en grève ce jeudi 23 septembre, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) demeure bel et bien l'un des secteurs socioprofessionnels où la mobilisation et le mécontentement sont les plus prononcés et les plus « durables ».

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires tient à souligner que, si le taux de cette deuxième journée de grève en un mois se tasse par rapport à la journée, exceptionnelle, du 7 septembre (50 % de grévistes à la DGFIP), les chiffres annoncés par Bercy n'en sont pas moins particulièrement surprenants et discutables.

En effet, traditionnellement, les écarts entre les chiffres de Bercy et notre organisation syndicale sont faibles, voire inexistantes, pour la bonne raison que les taux de grévistes annoncés par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires proviennent d'une consolidation des données locales des directions départementales, c'est-à-dire d'une agrégation des données locales officielles. Pour cette journée du 23, il est curieux de voir que les données annoncées par Bercy sont sensiblement inférieures à la consolidation que notre organisation a effectuée à partir des données officielles locales !

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'étonne de cet écart, qui n'est pas habituel dans notre administration, et qui semble d'ailleurs s'inscrire dans la volonté gouvernementale délibérée de minimiser à tout prix l'ampleur de la mobilisation.

Cela se vérifie avec les estimations en termes de manifestants, qui arrivent, fort opportunément pour le gouvernement, à afficher moins de 1 million de manifestants, sans aucun doute au prix de quelques contorsions et d'une précipitation coupable (il est rare de voir l'Élysée communiquer sur une manifestation avant que celle-ci ne se déroule !)... Cela se vérifie sans aucun doute dans de nombreux secteurs, comme à la DGFIP.

Si les enjeux n'étaient pas aussi importants, les « éléments de langage » martelés par le gouvernement prêteraient à rire... Mais l'enjeu pour le gouvernement demeure bel et bien d'endormir l'opinion, en lui faisant croire que la mobilisation s'atténue et que la « réforme » est inéluctable.

Or, tel n'est pas le cas. La réforme est bien injuste, elle débouchera inmanquablement sur une baisse des pensions, ce qui fera le jeu des systèmes individuels d'épargne retraite. C'était déjà le cas avec la réforme de 2003, qui a donné naissance au « Plan d'épargne retraite populaire » (PERP). Ce PERP montre du reste quels sont les enjeux : avec 1,3 million de PERP souscrits en 2009 sur 36 millions de foyers fiscaux et 60 millions de Français, il est aisé de comprendre que les systèmes d'épargne retraite, qui se nourrissent des contre réformes de 1993 et de 2003 et qui supportent l'actuel projet de réforme gouvernementale, ne bénéficieront qu'à ceux qui en ont les moyens.

La polémique sur les chiffres est éclairante : le gouvernement craint que la mobilisation se poursuive, il a peur pour sa réforme. Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, une réforme permettant de financer le système par répartition est souhaitable. Ceci passe, dans le cadre d'une mobilisation unitaire et efficace, par le retrait de la réforme gouvernementale ; un tel retrait est nécessaire, il est encore possible.